

COMMUNE D'USSY SUR MARNE

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
ARRONDISSEMENT DE MEAUX
CANTON DE LA FERTE-SOUS-JOUARRE

L'an deux mille dix-sept le vendredi vingt-quatre mars à vingt heures quinze, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Pierre HORDÉ, Maire.

Nombre de membres
En exercice : **15**
Présents : 10
Pouvoirs : 3

Date de convocation : **13 mars 2017**
Date d'affichage : **13 mars 2017**

Présents : Mesdames FERREIRA Dominique, GOSSET Florence, LEHMANN Annie, LUCAS Sylvie, PETROVIC Dragana et Messieurs DE ARAUJO Manuel, HORDÉ Pierre, LAGRANGE Hervé, OUDARD Bernard, TISSOT Francis.

Absent excusé représenté : Madame DELVA Laurence donne pouvoir à Monsieur LAGRANGE Hervé.

Monsieur BECKERICH Jérémy donne pouvoir à Madame LUCAS Sylvie.

Monsieur ARNAUD Luc donne pouvoir à Monsieur DE ARAUJO Manuel.

Absents excusés : Monsieur BOUDOT Dominique

Absent non excusé : Madame FICHOU Valérie

Secrétaire de Séance : Monsieur LAGRANGE Hervé

ORDRE DU JOUR :

- 1/ Compte de gestion et Compte Administratif 2016,**
- 2/ Affectation du résultat 2016,**
- 3/ Budget unique 2017,**
- 4/ Vote des taux d'imposition 2017,**
- 5/ Subvention allouées aux associations,**
- 6/ Demande de subventions Eglise Saint-Authaire,**
- 7/ Acquisition parcelle ZB 141 lot C,**
- 8/ Adhésion au groupement de commande électricité - SDESM,**
- 9/ Questions et informations diverses.**

APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL PRÉCÉDENT

Le compte rendu du conseil du 13 Janvier 2017 est approuvé à l'unanimité des membres présents.

1/ Compte de Gestion et Compte Administratif 2016.

*** Compte de gestion 2016 :**

Monsieur le maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et que le conseil municipal ne peut valablement délibérer sur le compte administratif du maire sans disposer de l'état de situation de l'exercice clos dressé par le receveur municipal.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2016 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2016. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

*** Compte Administratif 2016 :**

Sous la présidence de Monsieur LAGRANGE Hervé adjoint, le Conseil Municipal examine le compte administratif communal 2016 qui s'établit ainsi :

Fonctionnement

Dépenses	632 756.54 €
Recettes	744 310.65 €

Investissement

Dépenses	494 111.87 €
Recettes	411 401.42 €

Hors de la présence de Monsieur HORDÉ Pierre Maire,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le compte administratif du budget communal 2016.

2/ Affectation du résultat 2016

Le Conseil Municipal délibère et décide à l'unanimité d'affecter les résultats ci-dessus de la manière suivante :

Affectation de l'excédent de fonctionnement de 424 052.03 € au compte R 002 ;

Affectation de l'excédent d'investissement de 49 997.98€ au compte R 001 ;

3/ Budget Unique 2017

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur le budget primitif 2017 arrêté comme suit :

Dépenses et recettes de fonctionnement : 1 061 524.03 €

Dépenses et recettes d'investissement : 420 064.41 €

	DEPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	1 061 524.03 €	1 061 524.03 €
Section d'investissement	420 064.41 €	420 064.41 €
TOTAL	1 481 588.44 €	1 481 588.44 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le projet de budget primitif 2017,

Vu la commission finance et son avis favorable,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

-APPROUVE le budget primitif 2017 arrêté comme suit :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre et des opérations pour la section d'investissement,

	DEPENSES	RECETTES
Section de fonctionnement	Section de fonctionnement	1 061 524.03 €
Section d'investissement	Section d'investissement	420 064.41 €
TOTAL	TOTAL	1 481 588.44 €

4/ Vote des taux d'imposition 2017 :

Vu le code général des impôts et notamment les articles 1379, 1407 et suivants ainsi que l'article 1636 B *sexies* relatifs aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition ;

Vu le budget principal 2017,

Considérant que la Commune entend poursuivre son programme d'équipements auprès de la population sans augmenter la pression fiscale,

Vu la commission finance et son avis favorable,

Compte tenu de ces éléments,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** de ne pas augmenter les taux d'imposition par rapport à 2016 et de les reconduire à l'identique sur 2017 soit :

- Taxe d'habitation = 16.66 %
- Foncier bâti = 12.40 %
- Foncier non bâti = 38.98 %

Ces taux s'appliquent sur la base d'imposition déterminée par les services fiscaux de l'Etat, en fonction du bien immobilier, et connaît chaque année, une revalorisation forfaitaire nationale obligatoire fixée par la loi de finances.

- **CHARGE** Monsieur le maire de procéder à la notification de cette délibération à l'administration fiscale.

5/ Subventions allouées aux Associations 2017 :

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à **l'unanimité** d'allouer une subvention aux associations pour un montant global de **10 650** euros pour l'année 2017 et de façon nominative et détaillée comme définie ci-dessous :

Détail de subventions allouées aux Associations Année 2017

Nom de l'association	Montant Alloué 2017
Activ'Sport	400
Association de Chasse	200
Association pour la sauvegarde d'Ussy	250
Comité des Fêtes	3000
Coopérative de l'école	1400
La Folie des Grands Arts	1000
La SONDE	400
ESC Meaux	300
Le Poilu d'Ussy	600
Les Blouses Roses	100
Les restos du coeur	100
U.S.C.J.U.S	1700
Les Joyeux anciens	500
Union des Boulistes	700
TOTAL	10 650

6/ Demande de subventions Eglise Saint-Authaire :

a) dossier de demande de subvention au titre de la DRAC, Région.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le projet de mise en sécurité et de restauration des vitraux, classés monuments historiques, de la chapelle de la Vierge de l'Eglise Saint-Authaire, inscrite à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques (I.S.M.H.).

Il précise qu'il peut être envisagé de solliciter des subventions au titre du patrimoine architectural protégé auprès de l'Etat par le biais de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.), de la Région Ile de France et de l'Assemblée Nationale ou du Sénat.

Le montant prévisionnel des travaux est le suivant :

Travaux de Mise en sécurité et restauration des vitraux de la chapelle de la Vierge :

Travaux HT :	114 000,00 € HT
Frais et honoraires (15%) :	17 100,00 € HT
Total HT :	131 100,00 € HT
TVA 20,00 % :	26 220,00 €
Total TTC :	157 320,00 € TTC

Diagnostic/Etude Préalable :

Total HT :	20 650,00 € HT
TVA 20,00 % :	4 130,00 €
Total TTC :	24 780,00 € TTC

Sondages de reconnaissance :

Total HT :	20 900,00 € HT
TVA 20,00 % :	4 180,00 €
Total TTC :	25 080,00 € TTC

Soit pour l'ensemble

Total HT :	172 650,00€ HT
TVA 20,00 % :	34 530,00 €
Total TTC :	207 180,00 € TTC

Le financement de cette opération serait le suivant :

ETAT, DRAC (Direction Régionales des Affaires Culturelles Ile de France),

Plafonné à 20 % du montant HT de l'ensemble, à solliciter : 34 530,00 €

Région Ile de France, (patrimoine architectural protégé)

Plafonné, à 30 % du montant HT, hors honoraires,

Soit, sur 114 000,00€ pour les travaux sur les vitraux et

20 900,00€ pour les sondages de reconnaissance,

pour un total de 134 900,00€ de dépenses, à solliciter : 40 470,00 €

Réserve parlementaire, Assemblée Nationale ou Sénat,

Montant non connu, à solliciter : Non connu

Total des subventions 75 000,00 €

Participation du Maître d'Ouvrage : 97 650,00 €

TVA à provisionner :	34 530,00 €
Soit un total de :	132 180,00 €
Dont emprunt :	100 000.00€
Dont fonds propres :	32 180.00€

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Approuve** l'opération présentée dans sa globalité pour un montant de **172 650,00 € HT**, soit **207 180,00€ TTC** ainsi que son plan de financement,
- **Approuve** l'inscription de la dépense au budget de la collectivité,
- **Approuve** les subventions sollicitées auprès de la Région, de la DRAC et de l'Assemblée Nationale ou du Sénat
- **Décide** d'inscrire au budget de la commune le montant de l'opération et autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à la réalisation du projet,
- **Autorise** Monsieur le Maire à déposer les dossiers de demandes de subventions auprès de la D.R.A.C., de la Région et de l'Assemblée Nationale ou du Sénat,
- **S'engage** à ne pas commencer les travaux avant d'avoir obtenu les arrêtés de subventions,
- **Mandate** Monsieur le Maire aux fins de déposer tous dossiers utiles à son financement.

b) dossier de demande de subvention au titre du « Fonds d'Equipement Rural 2017 » auprès du Département.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le projet de mise en sécurité et de restauration des vitraux, classés monuments historiques, de la chapelle de la Vierge de l'Eglise Saint Authaire, inscrite à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques (I.S.M.H.).

Il précise qu'il peut être sollicité une demande de subvention auprès du Conseil Départemental de Seine et Marne au titre du « Fonds d'Equipement Rural (FER) ».

Travaux de Mise en sécurité et restauration des vitraux de la chapelle de la Vierge :

Travaux HT :	114 000,00 € HT
Frais et honoraires (15%) :	17 100,00 € HT
Total HT :	131 100,00 € HT
TVA 20,00 % :	26 220,00 €
Total TTC :	157 320,00 € TTC

Diagnostic/Etude Préalable :

Total HT :	20 650,00 € HT
TVA 20,00 % :	4 130,00 €
Total TTC :	24 780,00 € TTC

Sondages de reconnaissance :

Total HT :	20 900,00 € HT
------------	----------------

TVA 20,00 % :	4 180,00 €
Total TTC :	25 080,00 € TTC

Soit pour l'ensemble

Total HT :	172 650,00€ HT
TVA 20,00 % :	34 530,00 €
Total TTC :	207 180,00 € TTC

Le financement de cette opération serait le suivant :

Département, Fond d'Équipement Rural, 50% d'un montant plafond de 100 000,00€, soit 50 000,00€ maximum, à solliciter :

50 000,00 €

Total des subventions **50 000,00 €**

Participation du Maître d'Ouvrage :	122 650,00 €
TVA à provisionner :	34 530,00 €
Soit un total de :	157 180,00 €

Dont emprunt :	100 000.00€
Dont fonds propres :	57 180.00€

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve le projet présenté pour un montant total de : **172 650,00 € HT soit 207 180,00 € TTC** ainsi que son plan de financement,
- **Décide** d'inscrire au budget de la commune, la part restant à sa charge,
- **S'engage** à ne pas commencer les travaux avant d'avoir obtenu l'avis d'adoption du dossier de Fonds d'Équipement Rural par le Département, ou l'autorisation de démarrage anticipé des travaux.
- **S'engage** à maintenir la destination des équipements financés pendant au moins 10 ans,
- **Mandate** Monsieur le Maire afin de déposer le dossier de demande de subvention « Fonds d'Équipement Rural » auprès du Conseil Départemental de Seine et Marne,
- **Mandate** Monsieur le Maire aux fins de signer et déposer tous documents nécessaires au financement de cette opération.

7/ Acquisition parcelle ZB 141 lot C appartement à Monsieur VASSEUR :

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le retournement Rue des Hôpitaux appartient à Monsieur VASSEUR. Suite à la vente de ses terrains il convient de régulariser la situation concernant ce retournement.

Monsieur Vasseur propose de céder pour l'euro symbolique à la commune d'Ussy-sur-Marne le lot C de la parcelle ZB 141 d'une contenance de 99m2.

La Commune est intéressée par l'acquisition pour l'euro symbolique de cette parcelle de terrain.

Propose de procéder à la cession pour l'euro symbolique.
Monsieur le Maire :

Demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer l'acte administratif et d'accomplir toutes les formalités nécessaires

Rappelle que les frais d'acte, d'enregistrement aux hypothèques resteront à la charge de la commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- De se prononcer favorablement sur l'acquisition de la parcelle ZB 141 lot C.
- De prendre acte que les frais liés à l'acte notarié resteraient à la charge de la commune.

8/ Adhésion au groupement de commande électricité – SDESM :

Considérant que la loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché de l'Energie) du 7 décembre 2010 et la loi de consommation du 17 mars 2014 prévoient la fin des Tarifs réglementés de gaz et d'électricité,
Considérant que le SDESM propose de coordonner un groupement de commande d'électricité en Seine et Marne.

Vu le code des marchés publics et son article 8 VII,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2014-163 du 15 décembre 2014 du comité syndical du SDESM,

Vu l'acte constitutif du groupement de commande ci-joint en annexe,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le programme et les modalités financières.
- **ACCEPTE** les termes de l'acte constitutif du groupement de commande électricité annexé à la présente délibération,
- **AUTORISE** l'adhésion de la commune au groupement d'achat d'électricité,
- **AUTORISE** le représentant du SDESM à signer les marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement et ce, sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses seront inscrites au budget.

9/ Questions et informations diverses.

- **Projet de fusion Pays Fertois/Pays de Coulommiers:**

Monsieur le Maire invite les conseillers non présents à la réunion, qui s'est tenue à La Ferté-sous-Jouarre le 17 Mars 2017 concernant la possible Fusion de la Communauté de Commune du Pays Fertois avec la Communauté de Commune du Pays de Coulommiers, à prendre connaissance de l'étude de faisabilité, juridique et financière.

- **Aménagement numérique :**

La mise en œuvre de la solution de Montée en débit pour notre commune va permettre aux abonnés de pouvoir disposer d'une connexion Internet d'au moins 10mbit/s.

Les travaux ont été réalisés par les différentes entreprises et à ce jour les armoires sont installées et les travaux de génie civil réalisés. Il reste une dernière étape qui consiste à installer les équipements actifs des fournisseurs d'accès à Internet puis le transfert des lignes. Celle à une durée réglementaire de 14 semaines.

Par conséquent le basculement effectif des accès des abonnés est prévu courant **JUILLET 2017**.

La séance est levée à 23h15.

Fait et délibéré les jours, mois et an sus dit, ont signé au registre les membres présents.

Publié dans la Commune le

Acte rendu exécutoire après réception en sous-préfecture de Meaux

Le

Le Maire,

Pierre HORDÉ